

La France et l'Allemagne dans la crise de l'Euro : Intérêts divergents et avenir collectif

RÉMI BOURGEOT ET STEPHANIE SCHULZE *

La préservation (ou la reconstruction) d'un système monétaire européen n'est pas qu'un problème de manœuvres et de compromis ; c'est aussi une question de vision commune. Or, France et Allemagne, secouée par la crise globale, en viennent désormais, chacune à sa façon particulière et malgré de profondes divergences de vue, au constat commun que le développement et la stabilité économiques du continent passeront par un redéploiement de l'industrie européenne.

En effet, il est frappant de constater que plusieurs des pays de la périphérie de la zone euro en première ligne de la crise des dettes publiques, étaient considérés, à la veille de l'explosion de la faillite de Lehman Brothers, comme « d'excellents élèves » en matière non seulement de dette publique mais de dynamisme économique. En 2007, la dette publique de l'Irlande (qualifiée de « Tigre celtique ») ne s'élevait guère qu'à 25% de son PIB et celle de l'Espagne à 36% [1] (contre 94 % et 63 % respectivement prévus pour 2010).

Les deux pays s'étaient engagés dans une stratégie économique proche de celle des Etats-Unis, fondée sur une explosion de l'endettement privé, nourrissant la bulle immobilière et financière, qui faisaient miroiter des chiffres de croissance déconnectés des fondamentaux industriels. De façon directe avec les nationalisations de banques ou indirecte par les dommages causés à l'économie réelle, ces excès d'endettement privé ont constitué un facteur majeur de perte de contrôle des finances publiques en Europe et aux Etats-Unis.

* Rémi Bourgeot est économiste, spécialiste de pays émergents. Stephanie Schulze est Manager Political Affairs chez Airbus. Le texte n'engage que ses auteurs et a été rédigé en janvier 2011.

Ces pays se trouvent déjà tous, par ailleurs, en situation de déficit commercial (Irlande, Espagne, Portugal, Grèce), si bien qu'ils en viennent à utiliser les salaires comme variable d'ajustement à des fins non seulement budgétaires mais aussi de compétitivité, réduisant d'autant les débouchés européens déjà mis à mal.

Pour autant, sans possibilité de recours à une forme ou une autre de dévaluation, les divergences en termes de compétitivité et de politique économique, notamment salariale, au sein de la zone euro, ne permettent pas aux pays en difficultés de prendre la direction d'un redéploiement industriel. Un cercle vicieux s'est ainsi installé qui s'attaque directement aux fondements de la stabilité de la monnaie unique.

Il faut donc replacer les réflexions sur l'éventuel avenir d'une zone monétaire européenne et de sa stabilité dans le contexte fondamental de la protection du tissu industriel des pays qui y prennent part. En particulier, la stabilisation du système monétaire européen et la réindustrialisation nécessitent-elles une scission de la zone, et la création d'un euro centré sur un « noyau dur » ? Ou bien faudrait-il encourager un retour généralisé aux monnaies nationales ? Enfin, peut-on imaginer une alternative réaliste qui permette de dépasser ce dilemme économique et politique ?

La France et l'Allemagne, de par leur modèle économique différent, divergent naturellement quant au cap à fixer pour sauver le système.

La France, qui présente une demande intérieure robuste mais a par ailleurs atteint un stade critique dans la désindustrialisation et la fuite des « cerveaux » vers les secteurs non-productifs, souffre particulièrement des phases d'appréciation de l'euro. Or, l'euro, s'il se voyait réduit à un noyau dur (France, Allemagne, Autriche, Benelux), excluant la périphérie, pourrait alors subir une forte appréciation, et finir par véritablement constituer une nouvelle monnaie refuge en ces temps de crise, à l'instar du yen ou du franc suisse.

Cette appréciation, qui pourrait à terme être massive, par les dommages qu'elle causerait à l'industrie française et indirectement aux comptes publics, ferait de la France à son tour une cible des marchés et la forcerait à quitter la zone. En ce qui concerne la France, la solution ne peut donc pas passer par l'exclusion définitive de la périphérie. Ainsi, du point de vue de la plupart des pays européens, les pays périphériques ne sont pas qu'un problème pour la stabilité de la monnaie unique ; ils font partie de la solution à la surévaluation de l'euro.

En l'absence de gestion du taux de change par la BCE et dans un contexte de pratiques monétaires et commerciales non coopératives, la zone périphérique constitue paradoxalement l'un des rares stabilisateurs européens face aux envolées récurrentes de l'euro par rapport au dollar et aux monnaies qui lui sont arrimées, comme le yuan.

De son côté, l'économie allemande, est massivement orientée vers les exportations. Au-delà de ce premier constat, sa structure commerciale a laissé transparaître, ces dernières années, une transformation majeure, qui consiste à importer d'Europe centrale (hors zone euro) pour réexporter vers ses cibles traditionnelles en zone euro. En effet, l'Allemagne présente toujours de forts excédents commerciaux vis-à-vis de l'Europe de l'Ouest notamment, mais est désormais en déficit commercial vis-à-vis de plusieurs de ses partenaires d'Europe centrale dont la République tchèque (2,3 Mds € [2]), la Hongrie (2,2 Mds) et la Slovaquie (0,6 Mds).

Ainsi l'Allemagne arrive à faire face aux périodes de hausse de l'euro grâce à son positionnement industriel haut-de-gamme mais aussi, et de plus en plus, en important pour moins cher depuis les pays hors zone euro sans pour autant que ses exportations vers la France (par exemple) ne se renchérissent, grâce au principe même de la monnaie unique.

La France et l'Allemagne se trouvent donc dans des situations économiques très inégales et parfois même contraires, face aux variations de taux de change de leur monnaie commune.

Si la France ne peut accepter un euro réduit à un noyau de pays « forts », l'Allemagne, de son côté, ne peut accepter une implosion pure et simple de la zone et un retour généralisé aux monnaies nationales.

En effet, les exportations allemandes, mais aussi françaises, sont encore très majoritairement centrées, à 62% [3], sur l'Union européenne. L'intégration monétaire européenne est pour l'Allemagne une garantie de débouchés, sans avoir à craindre de variations de taux de change qui, du fait des divergences majeures de dynamique industrielle au sein de la zone, iraient dans un sens défavorable à ses parts de marché européennes. En effet, en cas de rupture de la zone, le nouveau deutschemark ne manquerait pas d'être une monnaie particulièrement forte tandis que les monnaies de ses partenaires européens pourraient connaître une dépréciation significative ; ce qui, naturellement, endommagerait fortement la compétitivité de l'industrie allemande et ses parts de marchés en Europe et dans le Monde.

En comparaison, la Chine représentait en 2009 uniquement 4,5 % des exportations allemandes et 2,4% des exportations françaises, avec un PIB d'un peu moins de 5000 milliards de dollars [4] contre un PIB de plus de 16 000 milliards de dollars pour l'ensemble de l'UE.

Ainsi, bien que les exportations vers les marchés émergents puissent présenter, à ce stade, de belles opportunités pour certaines branches des industries française et allemande, la sécurisation de l'immense part des débouchés européens représente pour l'Allemagne et son industrie, en particulier dans un contexte de déclin démographique, un enjeu de premier ordre qui passe notamment par le système euro.

Pour autant, l'Allemagne et la France ne semblent parvenir à se mettre d'accord sur des modalités d'action que dans les situations d'extrême urgence liée aux attaques spéculatives et au risque systémique résultant notamment de l'engagement de leurs banques dans le reste de l'Europe. La réduction de l'horizon collectif à cette urgence permanente empêche les échanges de vue constructifs et encourage au contraire les blocages et raidissements sur des positions non coopératives. L'absence de perspectives collectives positives constitue un péril fondamental pour le couple franco-allemand, qui peine ainsi à jouer son rôle de moteur pour l'Union européenne, mise en danger par un édifice monétaire instable.

Il convient donc d'imaginer une piste qui non seulement concilie les divers intérêts européens, en particulier français et allemand, mais surtout qui repose sur un mécanisme robuste permettant aux pays en difficulté de renouer avec une forme de développement économique et de dépasser le spectre de l'urgence permanente.

Ce mécanisme devra proposer un remède au mal principal qui affecte, en profondeur, les pays ciblés par les marchés, à savoir l'absence de perspective de croissance, liée notamment à l'effondrement de leur modèle économique et aux déséquilibres européens.

En effet, les plans d'austérité budgétaire et salariale ne constituent pas une véritable solution puisqu'ils se font au prix d'une grave mise sous pression de la demande intérieure et, partant, d'une aggravation de la récession dans ces pays. Ils peuvent, à très court terme, permettre d'éviter ponctuellement le défaut sur la dette des pays en difficulté mais sont naturellement inopérants en termes de dynamique économique fondamentale.

Par ailleurs, les pays en danger n'ont pas la possibilité de rétablir une industrie compétitive par rapport au cœur de la zone, en conservant la monnaie unique.

Par conséquent, en étant assuré du soutien financier des pays de la zone ainsi que de la BCE, tout pays en difficulté devrait avoir la possibilité de quitter temporairement l'union monétaire. En effet, il en résulterait inévitablement une dépréciation de la nouvelle monnaie nationale par rapport à l'euro ; ce qui rendrait sa production automatiquement plus compétitive, sans avoir à sacrifier les salaires et les débouchés intérieurs.

Le gouvernement du pays concerné pourrait alors profiter de ce regain de compétitivité pour investir dans le redéploiement d'un nouveau modèle industriel, condition indispensable d'un retour à un début de croissance solide. L'investissement dans ce « nouveau départ » industriel pourrait donc même être une condition explicite de l'aide, indispensable, des pays demeurant dans la zone.

L'idée ne doit donc être, en aucun cas, d'abandonner certains pays à leur sort ni de les exclure mais d'alléger, par la dévaluation, la

pression qui dévaste leur compétitivité et de les aider, financièrement notamment, à s'orienter vers un nouveau modèle économique.

Néanmoins, cette dépréciation de la nouvelle monnaie nationale par rapport à l'euro, induirait mécaniquement une augmentation du poids de la dette en euro pour le pays concerné.

Dans le cas où l'aide financière des pays demeurant dans la zone et le soutien de la Banque centrale Européenne ne suffiraient pas à y faire face, il ne faudrait pas alors exclure la possibilité de restructuration ou de « hair cut » important sur la dette. Ces deux méthodes d'allègement du poids de la dette permettraient d'éviter l'asphyxie budgétaire quant aux décisions publiques d'investissement dans un nouveau modèle industriel, notamment.

Dans tous les cas, le cercle vicieux économique dans lequel se trouvent actuellement enfermés les pays visés par les marchés conduirait très certainement à ce genre de mesure, et même à un défaut pur et simple. Par ailleurs, quand un pays sans aucune perspective de croissance fait défaut ou restructure sa dette, la défiance financière vient endommager les capacités de financement de l'Etat, aussi bien à court qu'à long terme. Néanmoins, dans l'option d'une sortie temporaire de l'union monétaire et d'un début de redéploiement industriel pourraient, au contraire de la situation actuelle, se développer des perspectives économiques positives quant à la conjoncture de ces pays. Ces perspectives briseraient le cercle vicieux qui les enserre et permettraient de reprendre l'avantage sur la psychologie des marchés financiers, notamment en ce qui concerne les taux d'intérêt.

Par ailleurs, la solidarité devrait être explicitée entre les pays demeurant dans la zone et les pays en difficulté, en cas de rétablissement temporaire de monnaies nationales dans ces pays en vue d'une 'dévaluation', et un mécanisme de réintégration monétaire (à une parité forcément plus avantageuse) serait établi dès le début.

Ces deux points empêcheraient une déconnexion entre le taux de change de l'euro par rapport aux autres monnaies mondiales et la situation des pays cibles, et interdiraient donc une appréciation de l'euro telle que si la zone se voyait purement réduite à un noyau dur.

Cette réforme de l'appartenance à la zone assurerait une certaine stabilité dans les situations de crise, en évitant la solution du noyau dur autour de l'Allemagne, isolé financièrement du reste de l'Europe, forcément instable et menacé lui-même d'implosion, en raison des méfaits de l'appréciation de l'euro sur des pays comme la France, s'ils décidaient d'y participer.

Une telle flexibilisation de la monnaie européenne permettrait de faire face aux situations graves résultant des déséquilibres économiques inhérents à la zone et des pratiques commerciales peu coopératives.

Bien que rendant la zone plus viable du point de vue interne, ce type de mécanisme ne pourrait toutefois régler à lui seul la question des pressions commerciales et monétaires globales qui, par leurs conséquences, ont aggravé les déséquilibres internes au système euro jusqu'à le mettre en danger de disparition.

[1] IMF World Economic Outlook Database, October 2010
www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/02/weodata/index.aspx

[2] Aus- und Einfuhr (Außenhandel) Deutschland 2009, Genesis online Datenbank, Statistisches Bundesamt Deutschland
<https://www-genesis.destatis.de/genesis/online>

[3] WTO Trade Profiles 2009
<http://stat.wto.org/CountryProfile/WSDBCountryPFHome.aspx?>

[4] IMF World Economic Outlook Database, October 2010